

Le tiers secteur au Canada anglais : éléments d'analyse

Paul Leduc Browne

Volume 12, Number 1, Spring 1999

Le tiers secteur

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/301441ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/301441ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université du Québec

ISSN

0843-4468 (print)

1703-9312 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Leduc Browne, P. (1999). Le tiers secteur au Canada anglais : éléments d'analyse. *Nouvelles pratiques sociales*, 12(1), 143–157. <https://doi.org/10.7202/301441ar>

Article abstract

Le tiers secteur suscite beaucoup d'intérêt au Canada anglais, tant dans les ministères fédéraux et provinciaux, et les agences de recherche privées, que dans les universités. Cependant, le secteur reste peu connu et sous-conceptualisé. Cet article synthétise la littérature sur le tiers secteur au Canada anglais et met au jour ses lacunes. Il conclut que l'idée de tiers secteur utilisé dans la littérature n'a pas en général une valeur scientifique, mais représente plutôt un préconception qui signale un mécontentement par rapport aux cadres d'analyse existants dans un contexte de restructuration néolibérale de l'État.



Le tiers secteur au Canada anglais : éléments d'analyse

Paul LEDUC BROWNE

Centre canadien de politiques alternatives

Le tiers secteur suscite beaucoup d'intérêt au Canada anglais, tant dans les ministères fédéraux et provinciaux, et les agences de recherche privées, que dans les universités. Cependant, le secteur reste peu connu et sous-conceptualisé. Cet article synthétise la littérature sur le tiers secteur au Canada anglais et met au jour ses lacunes. Il conclut que l'idée de tiers secteur utilisé dans la littérature n'a pas en général une valeur scientifique, mais représente plutôt un préconception qui signale un mécontentement par rapport aux cadres d'analyse existants dans un contexte de restructuration néolibérale de l'État.

Depuis quelques années, la question du tiers secteur suscite beaucoup d'intérêt au Canada anglais, tant dans les ministères fédéraux et provinciaux, et dans les organismes privés consacrés à la recherche (les « *think tanks* »), que dans les universités. Cependant, le secteur reste peu connu et sous-conceptualisé. L'objectif de cet article est de synthétiser la littérature sur le tiers secteur au Canada anglais et de mettre au jour ses principales lacunes.

Il y a une douzaine d'années, Samuel Martin proposait un modèle évolutionniste du développement des services « humanistiques », c'est-à-dire des services consacrés au bien d'autrui plutôt qu'au gain personnel et remplissant

des besoins physiques et psychologiques (alimentation, logement, sécurité, appartenance, estime de soi et d'autrui) [Martin, 1985 : 22-24]. Ces services passeraient typiquement par quatre stades d'interaction : entre individus ; entre individus et institutions ; entre groupes d'individus et institutions ; entre l'État et les institutions (Martin, 1985 : 25). Le premier stade serait caractérisé par des rapports strictement volontaires, où la provision de services résulterait d'un engagement, d'une interaction et d'une responsabilité personnelles très intenses. Le deuxième stade, celui de l'industrialisation, apporterait une mesure d'institutionnalisation (hôpitaux, écoles, soupes populaires), mais les individus auraient l'entière responsabilité du financement des institutions. Au troisième stade, les dons privés s'avérant insuffisants, l'État commencerait à jouer un rôle de mécène. Enfin, au quatrième stade :

La société dans son ensemble décrète que ses membres jouiront d'un niveau approprié de soins de santé, d'éducation, de culture et de bien-être social en général. Ces biens deviendront publics, et non privés. L'allocation des ressources sociales en vue de la bonne vie se ferait à partir d'une ponction de la richesse nationale selon la seule méthode juste et équitable inventée par l'espèce humaine : un régime fiscal imposé par un gouvernement démocratique. La charité – un mot dont les connotations sont dégradantes – cesserait d'exister. Tous les citoyens accepteraient des services humanistiques d'institutions publiques comme étant leur droit. Ils n'auraient d'obligation et de responsabilité qu'envers l'État, à savoir payer leur juste part d'impôt pour soutenir le système. L'État déciderait de la quantité de services à fournir et du montant que chacun serait tenu de payer. Efficace, professionnel, digne, équitable, idéal. (Martin, 1985 : 27)

Les services et les soins fournis et financés par le biais des réseaux de parenté et de voisinage (le « secteur informel ») auraient cédé la place à des réseaux institutionnels privés (le marché et le secteur communautaire – le tiers secteur), qui auraient à leur tour été supplantés par l'État (le secteur public).

Il est évident que ce modèle ne reflète pas la véritable évolution des services sociaux et de santé dans les pays occidentaux (Castel, 1995 ; Struthers, 1995 ; Skocpol, 1992). Selon Martin, il s'agit d'ailleurs d'un idéaltype ; les quatre stades ne seraient que des abstractions.

S'il ne décrit pas de façon fidèle l'évolution historique des services sociaux et de santé, le modèle idéaltypique de Samuel Martin n'en reflète pas moins une attitude très répandue dans la littérature scientifique jusqu'au début des années 1990 au Canada anglais, comme aux États-Unis (Valverde, 1995 ; Salamon, 1987b). La montée de l'État-providence semblait bel et bien avoir rendu marginal le monde communautaire dans le domaine des services sociaux et de santé. En lançant son assaut contre les dépenses sociales par le secteur public en 1981, le président américain Ronald Reagan déclarait : « Nous avons permis à l'État de nous enlever ces choses qu'il nous était autrefois

donné de faire nous-mêmes.» (Gidron *et al.*, 1992) Son message est encore repris aujourd'hui par la droite néoconservatrice, notamment dans les pages éditoriales des journaux de Conrad Black (Robson, 1998).

Contrairement à ce que de telles déclarations pourraient laisser croire, les mondes associatif et coopératif n'ont ni disparu, ni cessé de faire l'objet de recherches et d'analyses des politiques au Canada anglais. Cependant, on peut sans doute affirmer que ces recherches et analyses portaient, dans les années 1970 et au début des années 1980, avant tout sur des questions d'ordre technique relevant du recrutement des bénévoles, ainsi que du financement ou de la gestion des associations et des entreprises – voir par exemple les publications de l'Association canadienne du Barreau (notamment la revue *The Philanthropist*), de Santé et Bien-être Canada (Romeder, 1982) ou de la Direction du programme Soutien aux organismes volontaires au ministère fédéral du Multiculturalisme et de la Citoyenneté (Fisher, 1986). Parmi les exceptions, on pourrait citer les travaux publiés par le Conseil canadien de développement social (CCDS) qui cherchait à promouvoir le bénévolat en tant que grande source de richesse et de développement social (Ross, 1990 ; Shillington et Ross, 1989 ; Ross et Usher, 1986 ; Robichaud, 1985 ; Chapin, 1977 ; Carter, 1975). Le CCDS a joué un important rôle de pionnier dans la conceptualisation et l'analyse empirique du monde associatif au Canada.

Cet état du discours entourant le tiers secteur ne reflète aucunement son déclin ou sa marginalisation pendant les « trente glorieuses ». Bien au contraire. Pour ne citer qu'un indice, le nombre d'organismes charitables enregistrés par Revenu Canada est passé de 22 500 en 1967 à 44 000 en 1980, à 54 000 en 1985, à 63 000 en 1990 et à plus de 75 000 en 1998 (Vérificateur général du Canada, 1990 ; Revenu Canada, 1995 ; Picard, 1997). L'État a grandement facilité le financement des organismes charitables. Loin d'avoir disparus, les dons charitables d'argent et de travail n'ont fait qu'augmenter. Les crédits et déductions d'impôt pour dons charitables y sont pour quelque chose (les organismes à statut charitable au Canada ont émis des reçus d'une valeur totale de 3,7 milliards de dollars en 1987 et de 5 milliards en 1993). Tous les mois, 1,6 million de personnes travaillent à titre de bénévoles pour des organismes de bienfaisance. Cependant, vers le milieu des années 1990, ces organismes recevaient encore la majorité de leurs fonds sous forme de transferts directs des gouvernements – 56,5 % dans le cas des organismes charitables dans leur ensemble, 65,6 % dans le cas des hôpitaux, 69,7 % dans le cas des institutions d'enseignement, 49,3 % dans le cas des autres organismes charitables et 46,3 % dans le cas des fondations publiques. Quarante-sept pour cent des organismes charitables étaient financés directement par l'État ; cependant, ce chiffre comprend les organismes religieux, dont 9 % seulement recevaient un financement direct de l'État. Dans certains

secteurs, le financement étatique direct des organismes charitables s'élevait à 80 % des organismes (Picard, 1997 ; Browne, 1996 : 29-30 ; Sharpe, 1994 : 21 et suivantes).

Loin d'avoir causé le déclin du bénévolat, de la coopération, des œuvres charitables ou du développement communautaire, l'État-providence les a donc plutôt encouragés (Browne, 1996 ; Valverde, 1995 ; Finlayson, 1994 ; Salamon, 1987b ; Lipsky et Rathgeb Smith, 1993).

Les raisons de cela sont sans doute multiples. Le rôle du tiers secteur dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services sociaux et communautaires et de la culture varie beaucoup d'un État industrialisé à un autre (Gidron, Kramer et Salamon, 1992 ; James, 1990), selon des facteurs économiques, historiques, politiques et idéologiques. Du point de vue économique, l'expansion des programmes sociaux a créé les conditions financières d'un essor considérable du secteur communautaire. Sur le plan politique, l'État s'est servi du monde associatif comme d'un instrument pour mettre en œuvre ses politiques, soit en accordant un financement de base aux OSBL, soit en leur offrant des contrats de service (Lipsky et Smith, 1993 ; Rekart, 1993). L'analyse historique concrète de chaque pays et de chaque province est indispensable afin d'identifier les causes de l'évolution particulière du tiers secteur dans le contexte de l'émergence, du développement et du déclin de l'État-providence.

La multiplication des associations est aussi en partie attribuable à une orientation corporatiste de l'État. Selon les théories pluralistes de la démocratie des années 1950 et 1960, les États démocratiques libéraux modernes sont composés d'un grand nombre de groupes en concurrence dont les intérêts sont divergents. Les pluralistes pensaient que la représentation démocratique exigeait la formation d'élites capables d'exprimer les intérêts de leurs groupes respectifs et de faire du lobbying auprès des gouvernements. Dans une certaine mesure, les gouvernements au Canada ont adopté cette approche et créé des agences, des programmes et des fonds pour faciliter la formation et le fonctionnement d'un éventail relativement large de « groupes d'intérêt ». C'est ainsi que des associations d'employeurs, des syndicats, des groupes de femmes, des organismes autochtones, des regroupements représentant les minorités de langue officielle ou les communautés culturelles ont été intégrés dans les processus gouvernementaux de prise de décision (Taylor, 1995 ; Pal, 1993).

Cette partie de la réalité sociale qu'on désigne du nom de tiers secteur a donc connu un essor remarquable sous l'égide de l'État-providence ; mais son intégration relative dans les mailles d'un État en pleine expansion a peut-être contribué à la disqualifier comme un *secteur* distinct appelant une analyse sociologique. C'est en fait lors de la *crise* de l'État-providence, dans les années

1980 et 1990, qu'émergent ou ressuscitent les concepts apparentés ou reliés de « société civile », de tiers secteur et d'« économie sociale ». À partir des années 1990, les politiciens, les militants et les universitaires au Canada anglais, comme au Québec, commencent à s'intéresser beaucoup plus aux secteurs associatifs et coopératifs, au bénévolat et au développement économique communautaire. Ce regain d'intérêt se manifeste de diverses façons (recherches universitaires, politiques fiscales et sociales, rhétorique politique). On constate une prolifération d'études, notamment en provenance d'instituts de recherche non universitaires (Hirshhorn, 1997 ; Hirshhorn et Stevens, 1997 ; Scharf, Cherniavsky et Hogg, 1997 ; Torjman, 1997 ; Browne, 1996 ; Browne et Landry, 1995 ; Valverde, 1995, 1991 ; Cameron, 1994, 1990 ; Campbell, 1994, 1993 ; Sharpe, 1994 ; Rekart, 1993 ; Shragge, 1993, 1990 ; Smith, 1992 ; Quarter, 1992). Le point tournant aura peut-être été marqué par la publication, par Statistique Canada, des résultats de la première grande enquête sur le bénévolat au Canada (Duchesne, 1989). Pour la première fois aussi, on assiste à des tentatives de cerner l'ensemble de la réalité associative, coopérative, bénévole, communautaire, etc., au moyen de la notion de tiers secteur.

Cette notion de tiers secteur (comme celles de « société civile » et d'« économie sociale ») reste floue dans tous ces nouveaux documents et discours. Il ne s'agit pas généralement d'un concept scientifique, mais plutôt d'un *préconcept* qui signale une insatisfaction par rapport aux cadres d'analyse existants (surtout en science économique). Le tiers secteur apparaît de prime abord comme ce qui n'est ni le secteur privé, ni le secteur public, ni l'économie marchande, ni l'État. Les titres de certains ouvrages sont éloquentes à cet égard (par exemple *Between the Market and the State, The Emerging Sector : In Search of a Framework*).

Deux constatations s'imposent d'emblée de la lecture de cette littérature. D'une part, il s'agit en partie de tentatives de reconceptualiser la réalité sociale à partir de catégories analytiques choisies a priori. Les perspectives historiques et sociologiques sont souvent occultées au profit de modèles logiques abstraits, à l'instar des travaux d'économistes américains tels Lester Salamon (1994, 1987a, 1987b), Benjamin Gidron (1992), Burton Weisbrod (1986, 1977) ou James Douglas (1983). Au cœur de tous ces documents, on retrouve le problème de la démarcation des secteurs – comment distinguer un tiers secteur des secteurs public et privé ? Typiquement, chaque auteur choisit une caractéristique ou un attribut pour l'ériger en critère de démarcation. Pour certains, il s'agit de l'objectif poursuivi : par exemple, les entreprises, même à but lucratif, qui ont comme objectif premier le bien public feraient partie du tiers secteur (Gaebler et Osborne, 1992 : 44). Pour d'autres, ce qui importe c'est la source de financement ; si celui-ci provient avant tout de l'État, un organisme est à ranger dans le secteur public (Smith, 1992 : 1-2, 13).

Certains privilégient la forme des organismes membres du tiers secteur (c'est-à-dire qu'il s'agit d'organismes sans but lucratif) [Campbell, 1993 : 2], alors que d'autres mettent l'accent sur sa fonction économique. Ainsi, les économistes comme Weisbrod et Douglas partent d'un modèle abstrait de l'entreprise privée, en déduisent logiquement les fonctions qu'elle ne peut remplir en raison de l'impératif de la rentabilité (« *market failure* »), et posent le secteur public et le tiers secteur comme les ensembles d'appareils qui remplissent ces fonctions. Dans tous ces modèles, on assiste à des tentatives de classer les institutions selon des critères analytiques abstraits. Or, les frontières des tiers secteurs ainsi définis s'avèrent fugaces (Hirshhorn, 1997 ; Browne et Landry, 1995).

En outre, inspirés en partie par les Américains Putnam (1996, 1993) et Rifkin (1994), plusieurs chercheurs interrogent le rôle du tiers secteur en tant que véhicule des valeurs de la cohésion sociale, de la solidarité, de l'altruisme et du mutualisme (Torjman, 1997 ; Maxwell, 1996). On retrouve ici des échos lointains de Sismondi, Tocqueville, Le Play et autres penseurs du siècle dernier (Castel, 1995). À l'instar de ceux-ci, ce discours sur la cohésion sociale et le tiers secteur célèbre celui-ci comme un palliatif à l'anomie et à l'exclusion. Comme la pensée fonctionnaliste, auquel il est apparenté, ce discours ne saisit pas les divisions de classes, ou entre hommes et femmes, comme des aspects structurels du système social en place, mais plutôt comme des épiphénomènes qu'il est possible de surmonter sans changements en profondeur. Par conséquent, cette approche néglige l'importance des initiatives communautaires en tant que *formes de résistance* (Kérisit et St-Amand, 1997 ; Shragge, 1998 ; Torjman, 1998).

Il est à noter que le problème de la cohésion sociale prend de plus en plus de place dans le discours des instances décisionnelles et des analystes de politiques. Depuis trois ans, le gouvernement fédéral a lancé un vaste projet pour se doter d'un plan d'ensemble de recherche sur les politiques économiques, sociales et culturelles. Quatre axes principaux de recherche ont été définis : la croissance, le développement humain, la cohésion sociale et la mondialisation. Partant d'une définition de la cohésion sociale proposée par Judith Maxwell (1996), le gouvernement fédéral s'inquiète des tendances de plus en plus visibles vers l'éclatement politique et la fragmentation sociale (Comité de recherche stratégique, 1996 : 330).

Ce qui ressort de tout cela, c'est le fait que les discours sur la société civile ou le tiers secteur sont (à tout le moins) implicitement – et souvent explicitement – des discours sur le secteur *public*¹. L'effort de définir la société

1. « *If the state no longer directly delivers services but authorizes private parties to conduct its business, where shall we locate the boundaries of the state?* » (LIPSKY et SMITH, 1993 : 5)

civile ou le tiers secteur passe par une définition de l'État – un projet éminemment politique à une époque de restructuration néolibérale des États partout dans le monde. Dans l'Ontario de Mike Harris, où une profonde et très rapide restructuration de l'État est en train de se faire, le choix de situer les hôpitaux ou les soins à domicile dans le tiers secteur plutôt que dans le secteur public relève autant d'un jugement politique que d'une constatation scientifique. Pour le gouvernement ontarien, il s'agit de coopter le secteur communautaire comme « partenaire », à la fois pour cimenter une cohésion sociale répressive en encadrant les laissés-pour-compte du modèle néolibéral (par exemple, dans des corvées – le *workfare*), et pour servir d'alibi à la privatisation des services sociaux et de santé (Browne, 1998). Le concept même d'un tiers secteur est une question politique brûlante dans ce contexte et a d'ailleurs fait l'objet de débats houleux au congrès de la Fédération du travail de l'Ontario, en 1997, ainsi qu'au colloque sur l'emploi du Congrès du travail du Canada, en février 1998.

Quelles sont les forces motrices de cette restructuration de l'État ? Le milieu des années 1970 marque la fin de l'« âge d'or » du modèle de croissance keynésien qui a prévalu dans le monde occidental depuis 1945. Le ralentissement de la croissance économique, la baisse généralisée des taux de profit, la montée du chômage, en même temps que l'inflation, exacerbent le conflit structurel entre les employeurs et les salariés. En réponse à cette crise apparaît un nouveau modèle de développement, le postfordisme (Lipietz, 1989 ; Harvey, 1988). Sous ce régime, on se distancie de la production de masse de biens standardisés pour des marchés homogènes. On vise plutôt la production à plus petite échelle d'une variété de biens par une force de travail restructurée. C'est ainsi qu'on tâche d'accroître la flexibilité de la main-d'œuvre en misant sur la sous-traitance, le travail à temps partiel, le travail autonome, etc. Ces changements sont accompagnés par l'entrée massive des femmes sur le marché du travail.

Entre les années 1970 et les années 1990, selon les pays, un nouveau modèle de régulation étatique est mis en place afin de créer les conditions de réalisation de ce nouveau régime d'accumulation. Il s'agit de démanteler les conditions sociales, culturelles, juridiques et politiques qui ont soutenu le compromis social-démocrate de la période précédente, notamment les politiques de plein emploi et de sécurité sociale universelle (en particulier l'assurance-chômage, les allocations familiales et les pensions de vieillesse). En augmentant la vulnérabilité des travailleurs, ce changement de cap contribue à les rendre plus flexibles, c'est-à-dire plus prêts à accepter une détérioration de leurs conditions d'emploi au profit des employeurs.

En même temps, les États, un peu partout dans le monde occidental, poursuivent des politiques de privatisation et de commercialisation des

services publics. Quoique officiellement mises en œuvre au nom de l'assainissement des finances publiques, ces politiques ont comme effet principal d'ouvrir d'énormes marchés lucratifs à l'entreprise privée – que ce soit dans l'approvisionnement direct des gouvernements (Roberts, 1996), dans les services de transport ou de protection de l'environnement (Laxer, 1995), dans les services de contrôle et de vente des alcools (Laxer, Greene, Harrison et Neu, 1994), dans les secteurs de la santé (Fuller, 1998) et de l'éducation (Robertson, 1998 ; Shaker, 1998), ou dans les services sociaux (Browne, 1998) et la gestion de l'aide sociale (Ehrenreich, 1997 ; Kenna, 1997 ; Rusk, 1997 ; Wallace, 1996). En même temps, les services publics se voient soumis aux mêmes processus de restructuration postfordistes que l'entreprise privée (décentralisation, spécialisation, mises à pied massives). Les appareils gouvernementaux, ainsi que les agences parapubliques et sans but lucratif offrant des services publics, se voient de plus en plus assujettis à des normes administratives et des logiques marchandes empruntées au secteur privé (Hudson, 1998 ; Mwarigha et Murphy, 1997 ; Browne, 1996 ; Lipsky et Smith, 1993 ; Rekart, 1993).

Dans cette optique de restructuration et de compressions, on comprend l'intérêt des gouvernants pour les organismes sans but lucratif en tant que vecteurs de prestation de services à bon marché pour des clientèles ciblées (Browne, 1996 : 23-28, 48 ; Favreau, 1989 : 5). Dans le contexte du néolibéralisme, philosophie individualiste par excellence qui met l'accent sur la responsabilité de l'individu et de la famille, il n'est guère étonnant de voir attribuer à la charité un rôle de premier plan. La célébration de la charité dans les limites de l'économie politique cadre parfaitement dans l'ordre du jour du siècle dernier que notre époque a ressuscité : rhétorique hyper-individualiste, corvée pour les prestataires de l'aide sociale, répression du vagabondage, déréglementation des marchés, libre-échange, etc. Les gouvernements affichent une rhétorique célébrant la « responsabilisation » de l'individu et les bienfaits de la charité, tout en incitant les contribuables à faire des dons en modifiant le régime fiscal (Lightman, 1997 ; Eves, 1996 ; Philp, 1995 ; Martin, 1994). En outre, ils pénalisent les OSBL dont la fonction consiste à représenter des groupes ou des communautés spécifiques (par exemple, les groupes de femmes, l'Organisation nationale anti-pauvreté, etc.), plutôt qu'à fournir des services sociaux. Ils renversent ainsi la politique corporatiste des gouvernements des années 1960 et 1970.

Face à l'idéologie et aux politiques néolibérales se mobilisent toutefois des formes de résistance associatives et coopératives qui font également écho au XIX^e siècle. Ainsi s'établissent des entreprises de développement économique communautaire, des cuisines collectives, des coopératives alimentaires, des groupes d'entraide et une foule d'autres anciennes et nouvelles pratiques sociales dont l'objectif est de fournir une réponse collective aux dégâts sociaux

provoqués par le marché, à l'instar des confréries, des associations et des coopératives du siècle dernier (Kérisit et St-Amand, 1997). De nouvelles coalitions contre l'État néolibéral commencent à se former. En Ontario, depuis trois ans, une série de « journées d'action » a mobilisé les forces populaires dans une douzaine de grandes villes de la province. Dans chaque cas, une alliance de syndicats, de mouvements populaires et de réseaux communautaires a lancé des grèves, des manifestations et une foule d'activités politiques et culturelles dans le but d'organiser la résistance populaire au saccage à la fois des services publics et de la « société civile », c'est-à-dire de l'ensemble d'institutions, d'organismes et de mouvements non gouvernementaux qui représentent les organes de mobilisation des intérêts et des identités populaires face aux gouvernements et au milieu d'affaires (Munro, 1997 ; Turk, 1997).

L'État-providence a été le moteur d'une expansion du secteur communautaire ; il a été le fondement d'une culture favorable à l'essor de la « société civile ». Une couche importante de la population travaille dans les secteurs publics ou parapublics (y compris les secteurs de la santé, de l'éducation, des services sociaux, et les organismes communautaires qui y sont attachés), ou en tire son revenu. Claus Offe a décrit ce secteur « public » au sens large du terme comme une zone « démarchandisée », c'est-à-dire sujette de façon seulement indirecte aux normes, aux pratiques et aux impératifs du marché (Offe, 1985). Au sein de cette zone « libre » s'est constituée une culture quelque peu différente de celle qui domine les entreprises capitalistes et ceux qui y travaillent. Cette culture non marchande a rendu possible une affinité entre ceux qui travaillent dans les appareils d'État (ministères, agences, laboratoires, universités, collèges, écoles, hôpitaux, etc.) et les mouvements contre-culturels. À certains égards, ce secteur est devenu une base sociologique, un terrain de recrutement et une source de financement pour les nouveaux mouvements sociaux (féminisme, écologie, mouvements pour la paix, mouvements des gais et lesbiennes, etc.) [Skelton, 1998].

En même temps, les fonctionnaires, les enseignants, les infirmiers, les étudiants et les travailleurs intellectuels des deux sexes ont aussi éprouvé le côté bureaucratique et aliénant de l'État-providence, à la fois comme personnes utilisant et produisant des services (Panitch, 1994, 1993 ; Wainwright, 1994 ; Murray, 1993). Cela aussi a incité nombre d'entre eux à appuyer la lutte démocratique pour l'autonomie et la solidarité des nouveaux mouvements sociaux. Nés du sol fertile de l'État-providence, les nouveaux mouvements sociaux représentent une solution de rechange au néolibéralisme, à la fois par leur vision de la société et par le type d'organisme qu'ils créent. Ainsi, la politique néolibérale de compressions budgétaires et de commercialisation dans le secteur public a aussi comme effet de miner une des bases sociales des nouveaux mouvements sociaux.

Il existe donc un fondement objectif pour des alliances et des coalitions regroupant le mouvement syndical, les nouveaux mouvements sociaux et le mouvement communautaire. Malgré leurs différences et leurs divergences, ils ont comme intérêt commun de défendre les acquis de l'État-providence au chapitre de la sécurité du revenu et de l'accès aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux.

Cependant, il ne faudrait exagérer ni la portée de ces alliances, ni le degré de conscience politique au sein des organismes communautaires. Comme Louis Favreau l'a noté au Québec, il y a quelques années (Favreau, 1989 : 8), il importe de saisir la dialectique et la diversité du mouvement communautaire, à la fois impulsé par sa dynamique interne et par la restructuration néolibérale de l'État, à la fois en lutte contre les gouvernements et à leur service (voir aussi Shragge, 1990). Cette tension se manifeste au sein du mouvement populaire au Canada anglais, où la promotion de l'économie sociale est placée à l'ordre du jour (CCPA, 1998), tout en faisant l'objet de soupçons. Mais derrière le débat sur l'économie sociale et le tiers secteur se profile la problématique de ce que sera l'État.

Si les tendances actuelles se poursuivent, la politique sociale de l'État néolibéral aura une vocation de plus en plus répressive de discipliner la main-d'œuvre et de réprimer les pauvres, et les services sociaux et de santé deviendront le butin de firmes multinationales comme Andersen Consulting et Lockheed. L'économie sociale pourrait alors retourner à ses racines du XIX^e siècle, d'une part, en tant que philanthropie corrigeant les pires bavures du marché, d'autre part, en tant qu'entraide mutuelle des laissés-pour-compte. À plus long terme, cependant, d'autres courants pourraient modifier la situation. Si l'État est l'encadrement et la structuration du monde social par un ensemble de relations de pouvoir institutionnalisées, ordonnées par des codes et des pratiques juridiques et administratives, et maintenues par des appareils idéologiques et répressifs, il n'en reste pas moins qu'il reflète en lui-même les intérêts économiques, sociaux et culturels divers engendrés par la société, et qu'il est le site de luttes intenses. Les forces sociales qui avaient promu le modèle providentialiste au sein de l'État semblent aujourd'hui vaincues à tout jamais. Cependant, le modèle néolibéral est lui-même d'une grande fragilité comme le démontre la crise financière mondiale de l'automne 1998. Il s'agira de voir si les auteurs de nouvelles pratiques sociales progressistes pourront se doter d'espaces de manœuvre et de bases d'action au sein de l'État postprovidentialiste, afin de contrer le modèle néolibéral et de promouvoir un autre projet de société (CCPA, 1998 ; Browne, 1996 ; Wainwright, 1994).

Même s'il ne s'agit pas d'un concept scientifique, l'expression tiers secteur utilisée au Canada anglais a eu une valeur heuristique certaine en

attirant l'attention sur une réalité sociale trop longtemps négligée. Cependant, son usage a comme effet pernicieux d'entretenir la confusion idéologique au sujet de l'État à une époque de restructuration néolibérale de la société canadienne dans son ensemble. Il est d'ailleurs clair qu'une des tâches les plus urgentes du mouvement populaire au Canada anglais est de clarifier et d'approfondir sa compréhension théorique et son orientation stratégique envers l'État.

Bibliographie

- BROWNE, Paul Leduc (1998). « The Neo-Liberal Uses of the Social Economy : Non-Profit Organizations and Workfare in Ontario », dans SHRAGGE, Eric et Jean-Marc FONTAN (sous la direction de), *The Social Economy : Critique and Perspectives*, Montréal, Black Rose (à paraître).
- BROWNE, Paul Leduc (1996). *Love in a Cold World ? The Voluntary Sector in an Age of Cuts*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives.
- BROWNE, Paul Leduc et Pierrette LANDRY (1995). « The "Third Sector" and Employment », inédit.
- CAMERON, Duncan (1994). « Reforming Liberals », *The Canadian Forum*, avril, 10-13.
- CAMERON, Duncan (1990). *Beyond the Market and the State*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives.
- CAMPBELL, Duncan (1994). *The First General Map of Canada's Third Sector*, Kingston, Queen's University School of Policy Studies.
- CAMPBELL, Duncan (1993). *The Voluntary Non-Profit Sector : An Alternative*, Kingston, Queen's University School of Policy Studies.
- CARTER, Novia (1975). *Volunteers : The Untapped Potential*, Ottawa, Conseil canadien de développement social.
- CASTEL, Robert (1995). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard.
- CCPA (1998). *L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral en 1998 : Document de base*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives/CHOICES : une coalition pour la justice sociale.
- CHAPIN, Henry (1977). *Tapping the Untapped Potential : Towards a National Policy on Volunteerism*, Ottawa, Conseil canadien de développement social.
- COMITÉ DE RECHERCHE STRATÉGIQUE (1996). *Croissance. Développement humain. Cohésion sociale*, Rapport préliminaire, le 4 octobre.
- DOUGLAS, James (1983). *Why Charity ? The Case for a Third Sector*, Beverly Hills, Sage.
- DUCHESNE, Doreen (1989). *Giving Freely : Volunteers in Canada*, Ottawa, Statistique Canada, 71- 535.
- EHRENREICH, Barbara (1997). « Spinning the Poor into Gold : How Corporations Seek to Profit from Welfare Reform », *Harper's*, août.

- EVES, L'honorable Ernie (1996). *Le budget de l'Ontario 1996. Le discours du budget*, Toronto, L'imprimeur de la Reine pour l'Ontario.
- FAVREAU, Louis (1989). *Mouvement populaire et secteur communautaire de 1960 à nos jours : continuités et ruptures*, Montréal, Centre de formation populaire / Éditions Du Fleuve.
- FINLAYSON, Geoffrey (1994). *Citizenship, State and Social Welfare in Britain, 1830-1990*, Oxford, Clarendon Press.
- FISHER, John (1986). *Handbooks for Voluntary Organizations* (8 volumes), Ottawa, Multiculturalisme et Citoyenneté Canada, Soutien aux organismes volontaires.
- FULLER, Colleen (1998). *Caring for Profit. How Corporations Are Taking Over Canada's Health Care System*, Vancouver/Ottawa, New Star Books/Canadian Centre for Policy Alternatives.
- GAEBLER, Ted et David OSBORNE (1992). *Reinventing Government : How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*, New York, Penguin.
- GALAWAY, Burt et Joe HUDSON (sous la direction de) [1994]. *Community Economic Development : Perspectives on Research and Policy*, Toronto, Thompson.
- GIDRON, Benjamin, KRAMER, Ralph M. et Lester M. SALAMON (sous la direction de) [1992]. *Government and the Third Sector : Emerging Relationships in Welfare States*, San Francisco, Jossey-Bass.
- HARVEY, David (1988). *The Condition of Postmodernity*, London, Blackwell.
- HIRSHHORN, Ronald (sous la direction de) [1997]. *The Emerging Sector : In Search of a Framework*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks.
- HIRSHHORN, Ronald et David STEVENS (1997). *Organizational and Supervisory Law in the Nonprofit Sector*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks.
- HUDSON, Pete (1998). « Welfare Pluralism in the UK : Views from the Non-profit Sector », *Revue canadienne de politique sociale*, n° 41, printemps, 1-16.
- JAMES, Estelle (1990). « The Non-profit Sector in Comparative Perspective », dans POWELL, Walter W. (sous la direction de), *The Non-profit Sector : A Research Handbook*, New Haven, Yale University Press.
- KENNA, Kathleen (1997). « Profits in the Misery Business », *The Toronto Star*, le 23 mai.
- KÉRISIT, Michèle et Nérée ST-AMAND (1997). « Community Strategies for Surviving and Resisting the Cuts », dans RALPH, Diana, ST-AMAND, Nérée et André RÉGIMBALD (sous la direction de), *Open for Business, Closed to People : Mike Harris's Ontario*, Halifax, Fernwood Publishing, 144-156.
- LAXER, Gordon (1995). « The Privatization of Public Life », dans HARRISON, Trevor et Gordon LAXER (sous la direction de), *The Trojan Horse : Alberta and the Future of Canada*, Montréal, Black Rose, 101-117.
- LAXER, Gordon, GREENE, Duncan, HARRISON, Trevor et Dean NEU (1994). *Out of Control. Paying the Price for Privatizing Alberta's Liquor Control Board*, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives.
- LIGHTMAN, Ernie (1997). « « It's Not a Walk in the Park » : Workfare in Ontario », dans SHRAGGE, Eric (sous la direction de), *Workfare : Ideology for a New Under-class*, Toronto, Garamond, 85-107.

- LIPIETZ, Alain (1989). *Choisir l'audace. Une alternative pour le vingt et unième siècle*, Paris, La Découverte.
- LIPSKY, Michael et Steven RATHGEB SMITH (1993). *Nonprofits for Hire. The Welfare State in the Age of Contracting*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- MARTIN, L'honorable Paul (1994). *Le discours du budget*, Ottawa, Ministère des Finances.
- MARTIN, Samuel (1985). *An Essential Grace*, Toronto, McClelland and Stewart.
- MAXWELL, Judith (1996). *Social Dimensions of Economic Growth*, Edmonton, University of Alberta, Department of Economics, Eric John Hanson Memorial Lecture, le 25 janvier.
- MUNRO, Marcella (1997). « Ontario's "Days of Action" and Strategic Choices for the Left in Canada », *Studies in Political Economy*, n° 53, été, 125-140.
- MURRAY, Robin (1993). « Transforming the "Fordist" State », dans ALBO, Gregory, PANITCH, Leo et David LANGILLE (sous la direction de), *A Different Kind of State ? Popular Power and Democratic Administration*, Toronto, Oxford University Press, 51-65.
- MWARIGHA, M. S. et Colette MURPHY (1997). *Merchants of Care ? The Non-profit Sector in a Competitive Social Services Marketplace*, Toronto, Social Planning Council of Metropolitan Toronto.
- OFFE, Claus (1985). « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, vol. 52, n° 4, hiver.
- PAL, Leslie (1993). *Interests of State. The Politics of Language, Multiculturalism, and Feminism in Canada*, Montréal / Kingston, McGill-Queen's University Press.
- PANITCH, Leo (1994). « Changing Gears : Democratizing the Welfare State », dans JOHNSON, Andrew F., MCBRIDE, Stephen et Patrick J. SMITH (sous la direction de), *Continuities and Discontinuities. The Political Economy of Social Welfare and Labour Market Policy in Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- PANITCH, Leo (1993). « A Different Kind of State ? », dans ALBO, Gregory, PANITCH, Leo et David LANGILLE (sous la direction de), *A Different Kind of State ? Popular Power and Democratic Administration*, Toronto, Oxford University Press, 2-16.
- PHILP, Margaret (1995). « Tories Make it Official : Ontario First Province to Impose Workfare », *The Globe and Mail*, le 28 septembre.
- PICARD, André (1997). *Charité bien ordonnée ou charité mal ordonnée ? Une nouvelle réalité pour les organismes caritatifs du Canada*, Rapport spécial du lauréat de la 9^e bourse Atkinson en affaires publiques, Toronto, Atkinson Charitable Foundation.
- PUTNAM, Robert (1996). « The Strange Disappearance of Civic America », *The American Prospect*, n° 24, hiver, 34-48.
- PUTNAM, Robert (1993). *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- QUARTER, Jack (1992). *Canada's Social Economy. Co-operatives, Non-profits, and Other Community Enterprises*, Toronto, Lorimer.
- REKART, Josephine (1993). *Public Funds, Private Provision. The Role of the Voluntary Sector*, Vancouver, UBC Press.

- REVENU CANADA (1995). Données statistiques fournies à l'auteur.
- RIFKIN, Jeremy (1994). *The End of Work. The Decline of the Global Labour Force and the Dawn of the Post-market Era*, New York, Tarcher / Putnam.
- ROBERTS, Alasdair (1996). « Public Works and Government Services : Beautiful Theory Meets Ugly Reality », dans SWIMMER, Gene (sous la direction de), *How Ottawa Spends, 1996-97 : Life Under the Knife*, Ottawa, Carleton University Press, 171-204.
- ROBERTSON, Heather-Jane (1998). *No More Teachers, No More Books. The Commercialization of Canada's Schools*, Toronto, McClelland & Stewart.
- ROBICHAUD, Jean-Bernard (1985). *Voluntary Action : Provincial Policies and Practices*, Ottawa, Conseil canadien de développement social.
- ROBSON, John (1998). « Allanrocksis de Tocqueville », *Ottawa Citizen*, le 8 mai 1998, A11.
- ROMEDER, Jean-Marie (1982). *Self-help Groups in Canada*, Ottawa, Santé et Bien-être Canada.
- ROSS, David (1990). *Economic Dimensions of Volunteer Work in Canada*, Ottawa, Secrétariat d'État du Canada (avec Richard Shillington).
- ROSS, David et Peter J. USHER (1986). *From the Roots Up. Economic Development as if Community Mattered*, Croton-on-Hudson, The Bootstrap Press.
- RUSK, James (1997). « Ontario Signs Pact to Manage Welfare : U.S.-based Firm Promises Savings », *The Globe and Mail*, le 18 février.
- SALAMON, Lester (1994). « The Rise of the Nonprofit Sector », *Foreign Affairs*, juillet / août.
- SALAMON, Lester (1987a). « Of Market Failure, Voluntary Failure, and Third-party Government : Towards a Theory of Government- Nonprofit Relations in the Modern Welfare State », dans OSTRANDER, Susan et Stuart LANGTON (sous la direction de), *Shifting the Debate : Public / Private Sector Relations in the Modern Welfare State*, New Brunswick, N.J., Transaction Books.
- SALAMON, Lester (1987b). « Partners in Public Service : The Scope and Theory of Government- Nonprofit Relations », dans POWELL, Walter W. (sous la direction de), *The Nonprofit Sector. A Research Handbook*, New Haven, Yale University Press.
- SCHARF, Kimberley, CHERNIAVSKY, Ben et Roy HOGG (1997). *Tax Incentives for Charities in Canada*, Ottawa, Canadian Policy Research Networks.
- SHAKER, Erika (1998). *Education, Limited. Monitoring Corporate Intrusion in Canadian Public Education*, vol. 1, n° 1 et 2, Ottawa, Centre canadien de politiques alternatives.
- SHARPE, David (1994). *A Portrait of Canada's Charities. The Size, Scope and Financing of Registered Charities*, Toronto, Canadian Centre for Philanthropy.
- SHILLINGTON, Richard et David ROSS (1989). *A Profile of the Canadian Volunteer : A Guide to the 1987 Survey of Volunteer Activity in Canada*, Ottawa, Coalition of National Voluntary Organizations.
- SHRAGGE, Eric (1998). « Civil Society : Civility or Resistance », *Revue canadienne de politique sociale*, n°41, printemps, 55-60.
- SHRAGGE, Eric (sous la direction de) [1993]. *Community Economic Development. In Search of Empowerment and Alternatives*, Montréal, Black Rose.

- SHRAGGE, Eric (1990). « Community-Based Practice : Political Alternatives or New State Forms ? », dans DAVIES, Linda et Eric SHRAGGE (sous la direction de), *Bureaucracy and Community. Essays on the Politics of Social Work Practice*, Montréal, Black Rose.
- SKELTON, Ian (1998). « Welfare Pluralism : Perspectives on Potentialities », *Revue canadienne de politique sociale*, n° 41, printemps, 45-53.
- SKOCPOL, Theda (1992). *Protecting Soldiers and Mothers. The Political Origins of Social Policy in the United States*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- SMITH, Larry (1992). *Canada's Charitable Economy*, Toronto, Canadian Foundation for Economic Education.
- STRUTHERS, James (1995). *The Limits of Affluence*, Toronto, University of Toronto Press.
- TAYLOR, Charles (1995). « Invoking Civil Society », dans *Philosophical Arguments*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- TORJMAN, Sherri (1998). « Response to Comment on "Civil Society : Reclaiming Our Humanity" », *Revue canadienne de politique sociale*, n°41, printemps, 61-63.
- TORJMAN, Sherri (1997). *Civil Society : Reclaiming our Humanity*, Ottawa, Caledon Institute of Social Policy.
- TURK, Jim (1997). « Days of Action : Challenging the Harris Corporate Agenda », dans RALPH, Diana, ST-AMAND, Nérée et André RÉGIMBALD (sous la direction de), *Open for Business, Closed to People : Mike Harris's Ontario*, Halifax, Fernwood Publishing, 165-176.
- VALVERDE, Mariana (1995). « The Mixed Social Economy as a Canadian Tradition », *Studies in Political Economy*, n° 47.
- VALVERDE, Mariana (1991). *The Age of Light, Soap and Water : Moral Reform in English Canada, 1885-1925*, Toronto, McClelland & Stewart.
- VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA (1990). *Rapport*, Ottawa, Approvisionnement et Services Canada.
- WAINWRIGHT, Hilary (1994). *Arguments for a New Left. Answering the Free-Market Right*, Oxford, Blackwell.
- WALLACE, James (1996). « Private Welfare on Way ? », *The Toronto Star*, le 12 octobre.
- WEISBROD, Burton (1986). « Toward a Theory of the Voluntary Non-profit Sector in a Three-sector Economy », dans ACKERMAN, Susan (sous la direction de), *The Economics of Non-profit Institutions*, New York, Oxford University Press.
- WEISBROD, Burton (1977). *The Voluntary Non-profit Sector*, Lexington, MA, Lexington Books.